




AGENCE : SAINT AUNES
Votre interlocuteur Apave : Silvia TORRES
BARBOSA
Email : silvia.torresbarbosa@apave.com
Tél : 0668994198

UNIVERSITE MONTPELLIER III PAUL VALERY
A l'attention de : Florence BASTIEN
Email : florence.bastien@univ-montp3.fr
Tél :



RAPPORT INITIAL DE CONTROLE TECHNIQUE

MONTPELLIER - ANCIENNE FACULTE DE CHIMIE - AMENAGEMENT SCDI - MONTPELLIER

N° D'AFFAIRE : C25019801 N° CHRONO : 1 N° VERSION : DCE 05/06/25	CE RAPPORT A ETE VALIDE PAR LE CHARGE D'AFFAIRE LE 30/06/2025 SIGNATURE TORRES BARBOSA Silvia	CHANTIER . 34000 MONTPELLIER	 OBSERVATIONS
--	---	--	---

OBJECTIFS DU RAPPORT

Le présent rapport donne l'avis du contrôleur technique sur les ouvrages concernés par sa mission au stade de la conception, sur la base des éléments transmis et mentionnés au § Documents examinés.

Le dossier examiné a été reçu :

Avant envoi du dossier de consultation des entreprises

MISSIONS DE CONTROLE TECHNIQUE CONFIEES

Les missions objet de notre contrat de contrôle technique sont les suivantes :

L	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables
LE	Solidité des existants
SEI	Sécurité des personnes dans les ERP et IGH
Hand-ERP	Accessibilité des établissements recevant du public aux personnes handicapées

ETENDUE DES MISSIONS

Conformément à notre contrat, l'étendue des missions est précisée pour les éléments de mission ci-dessous :

L - Sont exclus de la prestation (sauf conditions particulières) :

- les travaux relatifs aux phases provisoires de chantier et les sollicitations associées ;
- l'examen de la solidité des ouvrages au regard des risques naturels à caractère exceptionnel (cyclones, tempêtes, inondations, séismes, avalanches, ...) ;
- les risques liés à une modification des caractéristiques du sous-sol (cas d'exploitation minière en fonctionnement ou d'évolution des caractéristiques du sol du fait de la présence de vestiges miniers ou de carrières) ;
- les risques technologiques (explosion, ...) ;
- l'examen des revêtements de sols ;
- les aménagements spécifiques des activités professionnelles ;
- la contamination fongique, chimique ou biologique des matériaux ;
- les ouvrages et éléments d'équipement relatifs au nettoyage, à l'entretien, à la maintenance des constructions.

LE - Sont exclus de la prestation :

- Le diagnostic préalable des existants affectés par les travaux neufs ;
- L'établissement ou la participation à l'établissement d'un état des lieux concernant ces existants.

SEI - Sont exclus de la prestation :

- La vérification, au regard de la réglementation des ICPE (code de l'environnement livre V Titre I et décrets d'application), des installations classées qui sont incluses dans les établissements recevant du public, à l'exception des installations classées citées dans le règlement de sécurité ERP, les isolements et les intercommunications ;
- La sécurité des personnes pendant toute la durée du chantier ;
- La protection des travailleurs et du public contre les dangers des rayonnements ionisants.

Ascenseurs : la mission ne comporte pas les contrôles réalisés dans le cadre de l'évaluation de conformité en application des articles R134-16 à R134-34 du CCH, ni la vérification de conformité de l'installation existante aux exigences de mise en sécurité des ascenseurs en application des articles R134-1 à R134-5.

Hand-ERP - Sont exclus de la prestation (sauf conditions particulières) :

- L'établissement de l'attestation constatant que les travaux réalisés respectent les règles d'accessibilité, prévue par l'article L. 122-9 du CCH,
- L'accessibilité des lieux de travail au personnel handicapé en application des articles R.4214-26 à R.4214-29 et R.4217-2 du code du travail.
- l'accessibilité des bâtiments d'habitation aux personnes handicapées en application des articles R.162-1 à R.162-7 et R.163-1 à R.163-4 du CCH.

SOMMAIRE

1. INFORMATIONS GENERALES	4
2. DESCRIPTION DE L'OPERATION	5
3. SYNTHESE DES PRINCIPAUX RISQUES DE L'OPERATION	6
4. SYNTHESE DES AVIS	7
5. AVIS AU STADE CONCEPTION	8
6. DOCUMENTS EXAMINES	13
7. DIFFUSION	13

1. INFORMATIONS GENERALES

1.1 OPERATION

MONTPELLIER - ANCIENNE FACULTE DE CHIMIE - AMENAGEMENT
SCDI
CONTROLE TECHNIQUE DES CONSTRUCTIONS

Permis de construire ou autorisation administrative

Nous ne disposons pas de la date de dépôt de la demande d'autorisation administrative.

A défaut nous avons pris en compte une date de référence pour le choix de la réglementation applicable.

Cette date est à confirmer par la Maîtrise d'ouvrage.

Date de référence prise par défaut : 02/01/2025

Selon les éléments communiqués par le maître d'ouvrage

- Date prévisionnelle de début de chantier : 02/01/2025
- Montant prévu des travaux : 125 000 € HT
- Durée prévisionnelle du chantier : 1.5 mois

Classement réglementaire :

- ERP de 3ème catégorie : R , W

1.2 MAITRISE D'OUVRAGE

Maître d'Ouvrage : UNIVERSITE MONTPELLIER III PAU VALERY
ROUTE DE MENDE
34090 MONTPELLIER

Effectif total de la zone 47 personnes (personnel + public)

2. DESCRIPTION DE L'OPERATION

2.1 DESTINATION DES LOCAUX

Pour l'établissement du présent rapport, la destination des ouvrages portés à notre connaissance prend en compte les usages suivants :
Enseignement : Université

Université paul valéry UM III

2.2 DESCRIPTION DU PROGRAMME DES TRAVAUX

AMENAGEMENTS DE L'AILE EST DU BATIMENT BOUTONNET
(Ancienne école de chimie)

*Le projet prévoit l'aménagement de l'aile EST du RDC pour abriter les locaux SCDI et une salle de classe.
L'ancienne salle de cours Camargue est transformée en atelier SCDI et l'ancien atelier est transformé en salle de classe.
Les locaux SCDI seront constitués par des locaux non accessibles au public :*

- Atelier SCDI Grand format et reprographie
- Atelier photo
- 2 bureaux
- Un local annexe atelier
- Des sanitaires (existants non modifiés)

Il sera aussi composé de locaux accessibles au public :

- Une salle de cours
- Deux circulations

L'établissement est actuellement classé 3^{ème} catégorie type R/W et il a son dernier plancher bas à plus de 8mètres.

- Salle de cours : 41 personnes au titre du public dont une personne au titre du personnel
- Autres locaux SCDI : 6 personnes au titre du personnel

3. SYNTHESE DES PRINCIPAUX RISQUES DE L'OPERATION















3.1 MISSIONS COMPLEMENTAIRES RECOMMANDEES

Dans le cadre de la contribution à la prévention des aléas techniques inhérents au projet, nous restons à la disposition du Maître d'ouvrage pour étudier des missions complémentaires non prévues au contrat de contrôle technique.

4. SYNTHESE DES AVIS

4.1 PAR EXIGENCES REGLEMENTAIRES

Le tableau ci-dessous présente de manière synthétique les exigences réglementaires potentiellement non respectées sur le projet

 SEI - Sécurité des personnes dans les ERP et IGH CLASSEMENT DES ETABLISSEMENTS – (GN1 à 3) 	 SEI - Sécurité des personnes dans les ERP et IGH VERIFICATIONS TECHNIQUES – (GE6 à 10) 
 SEI - Sécurité des personnes dans les ERP et IGH DEGAGEMENTS - SORTIES – (CO43 à 48) 	 SEI - Sécurité des personnes dans les ERP et IGH PRODUITS ET MATERIAUX DE PAROIS – (AM2 à 8) 
 SEI - Sécurité des personnes dans les ERP et IGH REGLES D'INSTALLATION – (EL5 à 11) 	 SEI - Sécurité des personnes dans les ERP et IGH MOYENS DE SECOURS – (R30 à 33) 
 Hand-ERP - Accessibilité des établissements recevant du public aux personnes handicapées ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC ASSIS – (Art. 16) 	

5. AVIS AU STADE CONCEPTION

5.1 CODIFICATION DE NOS AVIS

Ceux-ci sont exprimés sous la forme suivante :

Avis Favorables (F) :

Ils sont donnés par rapport aux informations figurant dans le dossier qui nous est soumis. Ces avis seront confirmés en fonction des éléments qui nous seront proposés lors de la phase exécution.

Avis Défavorables (D)

Lorsque les informations figurant dans les documents examinés montrent un risque anormal vis-à-vis d'un aléa technique du fait d'un écart relevé selon les référentiels associés à l'une de nos missions, de la pérennité de l'ouvrage, des dispositions contraires aux règles de l'art, règles de calculs, DTU, normes.

Avis Suspendus (S) :

Lorsque les informations figurant dans les documents examinés sont insuffisantes pour nous permettre de nous prononcer (manque de précisions, ambiguïté, absence de document,...). Il deviendra automatiquement défavorable si les précisions demandées et reconnues satisfaisantes ne sont pas fournies dans des délais compatibles avec la réalisation des travaux.

Hors Mission (HM)

Elément ne faisant pas partie des marchés de travaux nous étant communiqués ou hors du cadre de notre mission.

Sans Objet (SO)

Elément Sans Objet dans le cadre du projet

Pour Mémoire (PM)

Exigence réglementaire pour mémoire

5.2 Avis sur exigences réglementaires - Sécurité des personnes dans les ERP et IGH

EXIGENCES/LOCALISATION			AVIS	
DISPOSITIONS APPLICABLES A TOUS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC Art. GN				
CLASSEMENT DES ETABLISSEMENTS (GN1 à 3)				
Classement des établissements (GN1)	S		N°E2 - 1	Classement de l'établissement à valider par la commission de sécurité
DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX ETABLISSEMENTS DES QUATRE PREMIERES CATEGORIES Art. GE				
VERIFICATIONS TECHNIQUES (GE6 à 10)				
Conditions d'application (GE7)	S		N°E1 - 1	Nous transmettre l'avis de la commission de sécurité sur le projet
Conditions d'application (GE7)	S		N°E1 - 2	Avis de la commission de sécurité sur le projet à transmettre
CONSTRUCTION APPLICABLE AUX ETABLISSEMENTS DES QUATRE PREMIERES CATEGORIES Art. CO				
DISTRIBUTION INTERIEURE ET COMPARTIMENTAGE (CO23 à 26)				
Caractéristiques des parois verticales et des portes (cloisonnement traditionnel et secteur) (CO24)	F		N°E7 - 1	Un diagnostic a été réalisé afin de s'assurer que les dispositions de CO24 sont respectées. Suite à celui-ci seule la cloison du fond du dégagement P652 a été reprise.

EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS	
DEGAGEMENTS - SORTIES (CO43 à 48)			
Manoeuvre des portes (CO45)	S	N°E4 - 1	Confirmer que la porte de la salle de cours donnant sur l'extérieur s'ouvre à 180°.
AMENAGEMENTS INTERIEURS, AGENCEMENT PRINCIPAL ET MOBILIER Art. AM			
PRODUITS ET MATERIAUX DE PAROIS (AM2 à 8)			
Sols des dégagements non protégés et des locaux (AM7)	S	N°E8 - 1	DCE: mise en place de sol souple dans le dégagement P652 accessible au public, réaction au feu maximum non spécifiée (requis D-s2 ou en catégorie M4) Le justificatif de réaction au feu sera à nous transmettre.
INSTALLATIONS ELECTRIQUES Art. EL			
DISPOSITIONS GENERALES (EL1 à 4)			
Règles générales (EL4)	PM	N°E10 - 1	<ul style="list-style-type: none"> - Les installations électriques devront être conformes aux normes en vigueur et notamment la norme NF C15-100 de juin 2015 - Un avis plus détaillé sera donné en phase exécution sur le dossier du lot installations électriques qui devra nous être communiqué (plans d'implantation électricité / Schémas électriques / Notes de calcul / documentation technique matériel électrique)
REGLES D'INSTALLATION (EL5 à 11)			
"Canalisations des installations ""normal-remplacement"" (EL10)	S	N°E9 - 1	<p>Nous transmettre la date de dépôt de l'ACAM.</p> <p>En cas de dépôt après le 23 MAI 2025,</p> <p>Les câbles ou les conducteurs devront répondre à de nouvelles exigences réglementaires en termes de réaction au feu.</p> <p>Les câbles ou les conducteurs retenus dans le cadre du projet devront impérativement répondre au classement Cca-s2, d2, a2.</p> <p>Les PV de conformité devront nous être transmis dès que possible.</p>

EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS	
ETABLISSEMENT D'EVEIL, ENSEIGNEMENT, FORMATION, CENTRE DE VACANCES OU DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT (type R) Art. R			
MOYENS DE SECOURS (R30 à 33)			
Moyens d'extinction (R30)	S	N°E6 - 1	DCE : Moyens d'extinction en option, à préciser, ils sont à prévoir en base si non existants
Système de sécurité incendie, système d'alarme (R31)	S	N°E5 - 1	DCE Requis alarme de type 2b minimum:(non exigé en type L et W) Nous avons eu comme information que l'établissement est équipé d'un SSI de catégorie A et d'un système d'alarme de type 1, incohérent avec CCTP qui demande la mise en oeuvre d'un alarme type 4

5.3 Avis sur exigences réglementaires - Accessibilité des établissements recevant du public aux personnes handicapées

EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS	
ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC SITUES DANS UN BATIMENT EXISTANT PC ≥ 01/01/2015 Arrêté du 8/12/2014			
ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC ASSIS (Art. 16)			
Caractéristiques dimensionnelles (sauf pour les restaurants ou salles polyvalentes sans aménagement spécifique ou l'emplacement est aménagé au besoin) Un emplacement accessible est un espace d'usage de dimensions 1,30 x 0,80 m		N°E3 - 1	DCE : L'espace d'usage est à prévoir à l'aplomb de la table. Il doit mesurer 130 de longueur, actuellement sur les plans il semble plus petit.



6. DOCUMENTS EXAMINES

UNIVERSITE MONTPELLIER III PAUL VALERY

Réf ou n°	Indice	Intitulé du document	Reçu le
		Dossier DAT déposé	22/04/2025

FRANÇOIS NOUGARET ARCHITECTE DPLG

Réf ou n°	Indice	Intitulé du document	Reçu le
		UPV MIII - SCDI - CCTC - CCTP 05 06 2025	05/06/2025
		UPV MIII - SCDI - CCTC - CCTP 05 06 2025	05/06/2025
		MAIL UPV M3 - SCDI - TRANSFERT AU SITE BOUTONNET (À L'ANCIENNE ÉCOLE DE CHIMIE) - DEGRÉ COUPE FEU DES SÉPARATIF ENTRE SALLE DE CLASSE ET BUREAUX ET ATELIER	28/03/2025

7. DIFFUSION

DESTINATAIRE PRINCIPAL :

UNIVERSITE MONTPELLIER III PAUL VALERY
FLORENCE BASTIEN
florence.bastien@univ-montp3.fr

DESTINATAIRES EN COPIE :

FRANÇOIS NOUGARET ARCHITECTE DPLG
François NOUGARET
contact@nougaret-architecte.com